



## **Protocolle d'accord**

**entre**

***le Consiglio per la ricerca in agricoltura e l'analisi  
dell'economia agraria (CREA)***

**et**

**le Conseil oléicole international  
(COI)**

**CONSIDÉRANT** que le *Consiglio per la ricerca in agricoltura e l'analisi dell'economia agraria* (ci-après CREA) est une institution publique de recherche à but non-lucratif siégeant à Rome (Italie, 00184 via della Navicella, 2/4) et représenté par son président et représentant légal, le professeur Andrea Rocchi; qu'il est organisé en 12 centres de recherche et une administration centrale; qu'il s'agit du principal organisme de recherche de la République italienne dans les domaines de l'agriculture, de l'agro-industrie, de l'alimentation, de la pêche et de la sylviculture, du développement rural et de la recherche économique; qu'il promeut et mène des recherches fondamentales, appliquées et de développement dans un grand nombre de domaines de connaissances; et que certaines de ses activités de formation et de recherche visent à fournir des connaissances et à assurer un transfert de technologies, y compris dans le domaine de l'huile d'olive et de l'oléiculture. Aux fins de la signature du présent protocole d'accord (ci-après le Protocole), le CREA est représentée par son président, Pr. Andrea Rocchi ;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil oléicole international (ci-après le COI) est une organisation internationale intergouvernementale dédiée à l'huile d'olive et aux olives de table, créée en 1959 sous les auspices des Nations unies pour administrer les accords internationaux sur l'huile d'olive et les olives de table qui se sont succédé depuis lors, qui contribue au développement responsable et durable de l'oléiculture et sert de forum mondial pour discuter des questions d'élaboration des politiques et relever les défis actuels et futurs du secteur. Aux fins de la signature du présent Protocole, le COI est représenté par son directeur exécutif, Jaime Lillo<sup>1</sup> ;

**RAPPELANT** que le CREA et le COI entretiennent des relations institutionnelles depuis plusieurs années par l'organisation d'activités de formation, de coopération, de partage d'expériences et d'échange d'informations, de l'évaluation et de la caractérisation du germoplasme de l'olivier, contribuant ainsi au débat international sur l'importance de l'agriculture et de l'oléiculture et du germoplasme de l'olivier ;

**SOULIGNANT** que la recherche est un investissement dans notre avenir et qu'elle doit donc être au cœur de la stratégie des pays producteurs d'olives en vue d'une croissance adéquate, durable et inclusive du secteur oléicole et de la création d'opportunités professionnelles ;

**SOULIGNANT** que l'éducation scientifique est une composante essentielle du développement humain dans le monde entier et qu'il fournit les compétences de haut niveau nécessaires aux experts du secteur oléicole ;

**SOULIGNANT** le rôle géographique et historique central de l'olivier, dont la culture occupe une place essentielle dans l'économie, le paysage, la protection de l'environnement et la production agricole des pays concernés, ainsi que dans la vitalité des territoires ruraux où il est cultivé ;

**RECONNAISSANT** le rôle positif de l'huile d'olive dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et sa position en tant qu'aliment de base essentiel du régime alimentaire méditerranéen ;

---

<sup>1</sup> Habilité par sa nomination par Décision du Conseil des Membres DEC- I.1/117-VI/2023 du 22 juin 2023, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 7, paragraphe 4, de l'Accord international de 2015 sur l'huile d'olive et les olives de table (JOUE-L 293 du 28 octobre 2016)..

**CONSIDÉRANT** les enjeux de durabilité environnementale, sociale et économique des stratégies agricoles et rurales mises en œuvre dans les pays producteurs dans un contexte régional marqué par de nombreuses transitions politiques, des chocs climatiques récurrents et un risque phytosanitaire accru ;

**NOTANT** la résilience du secteur oléicole et la nécessité d'ajuster progressivement son organisation afin de relever les défis d'un développement plus inclusif, durable et adapté à la mondialisation des marchés agricoles et des produits alimentaires ;

**SOULIGNANT** l'importance d'encourager la coopération technique et le transfert de technologie, l'éducation, la recherche, l'harmonisation, la diffusion de l'information, l'économie oléicole et la promotion des différents éléments de la chaîne de production des olives et de l'huile d'olive, ainsi que son impact sur la société,

Les deux Parties conviennent de ce qui suit :

## **Article 1 OBJECTIF**

L'objectif de ce Protocole est d'établir les modalités de collaboration entre les deux Parties, afin de créer des synergies dans les activités liées à la formation, à la recherche et à la coopération technique, ainsi que dans les activités menées dans le cadre de projets de développement bilatéraux et régionaux.

## **Article 2 TYPES DE COOPÉRATION ET ACTIVITÉS DE COLLABORATION PRIORITAIRES**

Afin de définir les modalités de leur collaboration bilatérale, les Parties conviennent des types de coopération et d'activités conjointes. Cette liste n'est ni restrictive ni contraignante, permettant aux Parties d'entreprendre d'autres types d'activités et de projets dans d'autres domaines.

Compte tenu des défis auxquels le secteur oléicole est confronté et des capacités du CREA et du COI, les Parties conviennent de ce qui suit :

### Types de coopération

- Promouvoir la coopération technique, la recherche et le développement, l'innovation et le transfert de technologie dans le secteur oléicole en collaborant à des initiatives communes ;
- Favoriser le transfert de technologie par des activités de formation dans les domaines liés au secteur oléicole en organisant des activités internationales, régionales et nationales ;
- Développer des activités de formation diplômante à long terme ou des activités de formation spécialisée à court terme, ainsi que des modules d'apprentissage à distance (e-learning, webinaires, etc.) ;

- Mobiliser l'expertise scientifique et technique nécessaire à la mise en œuvre d'études, de recherches ou de projets de développement ;
- Partager les connaissances et les informations relatives au secteur oléicole ;
- Organiser et participer à des événements (séminaires, conférences, etc.) intéressant le secteur oléicole ;
- Élaborer des guides techniques et des publications pour le secteur ;
- Soutenir la promotion des activités de chaque partie par le biais de leurs réseaux respectifs.

#### Priorités communes

- Développer des activités conjointes à des fins de formation à court et à long terme ;
- Organiser des symposiums scientifiques conjoints, avec le soutien des services administratifs et scientifiques du CREA ;
- Contribuer à la programmation de stages au COI et de stratégies visant à favoriser l'emploi dans le secteur oléicole ;
- Participer aux activités culturelles consacrées à l'huile d'olive et à l'oléiculture organisées par le CREA ;
- Servir de source d'information pour l'Observatoire du COI, dans le cadre d'un échange constant de données concernant la situation du secteur dans les pays membres du COI ;
- Promouvoir la collaboration entre le CREA et le COI au moment de la célébration de la Journée mondiale de l'olivier ;
- Contribuer scientifiquement à *Olivæ*, la revue officielle du COI publiée sur le site web du COI dans les cinq langues officielles (arabe, anglais, français, italien et espagnol) de l'Organisation ;
- Promouvoir la participation potentielle des experts du CREA aux groupes d'experts du COI, à l'issue de leur désignation par les autorités correspondantes ou à l'invitation du COI ;
- Participer aux activités scientifiques du CREA consacrées au secteur oléicole et offrir un soutien à la diffusion des résultats de ses recherches scientifiques ;
- Favoriser la conception de différents projets de recherche, développement et innovation qui répondent aux besoins spécifiques du secteur oléicole, améliorent la qualité et augmentent la productivité avec une réduction de l'utilisation d'intrants, en tenant compte des caractéristiques sociales, écologiques et économiques du secteur. La conservation et l'amélioration de la santé humaine et planétaire devraient également être prises en compte.

### **Article 3**

#### **OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES**

Les Parties conviennent de ce qui suit :

- Maintenir un niveau constructif de dialogue, de communication et d'échange afin d'assurer une coordination optimale des activités conjointes ;
- Respecter leurs engagements respectifs énoncés dans le présent Protocole ;

- Rechercher des financements nationaux et internationaux pour permettre la conception d'activités conjointes ou complémentaires ;
- Assurer le suivi et l'évaluation des activités menées, adapter les programmes d'action mis en œuvre par les Parties à l'occasion d'au moins une réunion bilatérale à l'année, et informer leurs conseils d'administration respectifs.

Le présent Protocole ne constitue pas une obligation financière mutuelle. Les actions prévues dans ce Protocole sont engagées en fonction des ressources, notamment budgétaires, qui peuvent être mises à disposition et dans le respect des règles, procédures et normes financières des Parties. Les modalités d'exécution ou de mise en œuvre des programmes/projets/activités spécifiques sont précisées dans des accords détaillés spécifiques.

#### **Article 4**

#### **QUESTIONS ADMINISTRATIVES**

Le présent Protocole n'a pas pour objet de créer une relation juridique entre les Parties ni de leur imposer des obligations formelles. L'interprétation des dispositions de ce Protocole ne doit en aucun cas porter atteinte à l'autonomie de décision des Parties en ce qui concerne leurs activités et opérations respectives. Il est entendu, en particulier, que les dispositions du présent Protocole n'ont pas pour objet de réfuter ou de modifier les termes des attributions spécifiques de l'une ou l'autre des Parties ou de leurs règles et dispositions statutaires.

Les Parties souhaitent s'engager dans une collaboration institutionnelle conformément aux principes et lignes directrices énoncés dans le présent Protocole. Aucune disposition du présent Protocole ne peut être interprétée comme imposant des obligations financières à l'une ou l'autre des Parties en ce qui concerne les paiements dus à l'autre Partie. Chaque Partie supporte les coûts résultant des activités menées en vertu du présent Protocole. Des mécanismes appropriés de partage des coûts sont déterminés au cas par cas pour la mise en œuvre d'activités, de projets ou de programmes dans le cadre du présent Protocole, conformément aux règles et réglementations financières applicables de chaque Partie.

Le présent Protocole n'a pas pour objet d'établir une relation entre les Parties visant à exclure une ou plusieurs tierces parties, que ce soit de manière générale ou en ce qui concerne des activités ou des projets spécifiques entrepris dans le cadre du présent Protocole, à moins que les Parties ne décident expressément de le faire dans un accord distinct.

Aucune des Parties n'est empêchée, de quelque manière que ce soit, de recourir aux services d'un ou de plusieurs tiers pour poursuivre les objectifs décrits dans le présent Protocole, indépendamment de l'autre Partie. Il est entendu que de tels accords avec un ou plusieurs tiers ne peuvent entrer en conflit ou interférer indûment avec la mise en œuvre du présent Protocole ou avec les activités ou projets entrepris en vertu de celui-ci.

Le présent Protocole ne modifie ni n'exclut les règles applicables en matière d'achat ou toute autre règle interne des Parties pouvant s'appliquer aux activités mises en œuvre dans le cadre du présent Protocole.

Aucune disposition du présent Protocole n'établit de relation employeur/employé, d'agence, de franchise, de partenariat ou toute autre forme de relation d'entreprise commune entre les Parties. En aucun cas une Partie n'a le pouvoir d'agir au nom de l'autre Partie, ni de prendre des engagements au nom de l'autre Partie. Aucune des Parties ne peut être tenue responsable des actes ou omissions de l'autre Partie.

## **Article 5**

### **DROITS ET COMMUNICATIONS**

Les Parties s'interdisent d'utiliser de quelque manière que ce soit le nom, le logo ou le sceau officiel du CREA ou du COI dans le cadre de leurs activités, ou à tout autre titre, sans l'autorisation écrite préalable de l'autre Partie. En aucun cas, l'autorisation d'utiliser le nom, le logo ou le sceau officiel du CREA ou du COI ne sera accordée à des fins commerciales ou lucratives.

À l'exception de l'autorisation restrictive énoncée dans le présent document concernant l'utilisation du contenu et des logos, le présent Protocole ne transfère ni n'est destiné à transférer des droits technologiques ou des droits de propriété intellectuelle à l'une ou l'autre des Parties.

Toutes les communications entre les Parties et toutes les activités entreprises dans le cadre du présent Protocole sont conformes à leurs politiques et procédures respectives en matière de communication de données.

## **Article 6**

### **PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les Parties reconnaissent l'importance des droits de propriété intellectuelle protégeant les supports utilisés pour mener à bien les activités conjointes ou résultant des activités conjointes menées dans le cadre du présent Protocole. Ledit Protocole n'accorde aucun droit d'utilisation des médias appartenant à l'une des Parties ou créés par elle. Le CREA conservera les droits de propriété intellectuelle relatifs à tous les médias développés et produits par le CREA, son personnel et/ou ses consultants, et le COI conservera tous les droits de propriété intellectuelle relatifs à tous les médias développés et produits par le COI, son personnel et/ou ses consultants. Les Parties conviendront par écrit de la cession de tout droit de propriété intellectuelle pouvant découler de la création d'une œuvre dans le cadre des activités conjointes à entreprendre en vertu du présent Protocole.

## **Article 7**

### **DURÉE**

Le présent Protocole entre en vigueur à la date de sa signature. Il est conclu pour une période de quatre ans et est renouvelé pour de nouvelles périodes de quatre ans au moyen d'un nouveau Protocole, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre son intention de mettre fin audit Protocole à la fin de la période en cours, avec un préavis de trois mois.

## **Article 8**

### **CONFIDENTIALITÉ**

Ni les Parties ni leur personnel ne doivent divulguer les informations confidentielles qui leur sont fournies par l'autre Partie dans le cadre de la mise en œuvre du présent Protocole, ni utiliser ces informations à des fins privées ou commerciales.

## **Article 9**

### **MODIFICATION DU PROTOCOLE D'ACCORD**

Le présent Protocole peut être modifié d'un commun accord entre les Parties au moyen d'un accord de modification écrit.

## **Article 10**

### **RÉGIME JURIDIQUE**

Les Parties s'engagent à respecter le présent Protocole de bonne foi, en réglant par la négociation et l'accord mutuels tout différend pouvant survenir entre elles en ce qui concerne l'application, le développement, la réalisation, l'interprétation et l'exécution du présent Protocole.

Aucune disposition du présent Protocole ou de tout autre accord détaillé ou document connexe ne peut être interprétée comme une renonciation aux privilèges et immunités du COI conformément à l'accord de siège qu'il a conclu avec le Royaume d'Espagne le 28 novembre 2019, concernant le cadre juridique de la réglementation des droits, immunités et privilèges du COI en Espagne, publié au Journal officiel de l'État le 23 décembre 2019.

Rien dans le présent protocole d'accord ou dans tout autre accord détaillé ou document connexe ne pourra être interprété comme une renonciation aux privilèges et immunités du COI.

En foi de quoi, et pour qu'il soit pris acte de ce qui a été convenu, les Parties signent le présent document et le signent électroniquement à ce seul effet, à la date de sa signature électronique.

Pour le  
***Consiglio per la ricerca in agricoltura e l'analisi dell'economia agraria (CREA)***

---

**Prof. Andrea Rocchi**  
*Président*

Pour le  
**Conseil oléicole international (COI)**

---

**Jaime Lillo**  
*Directeur exécutif*

*En cas d'incohérence ou de divergence entre les différentes versions linguistiques du présent Protocole, la version anglaise fera foi.*